



Appel du Collectif National pour une Paix Juste et Durable

entre Palestiniens et Israéliens ,

18 juillet 2024

Palestine : face à l'horreur des attaques israéliennes, imposons enfin le cessez-le-feu !

Plus de 9 mois après le début de l'offensive israélienne à Gaza, les massacres s'amplifient et la « communauté internationale » continue à fermer les yeux. L'évolution désastreuse de la situation du peuple palestinien impose à toute et tout citoyen attaché aux principes du droit international de continuer à se mobiliser malgré la période des vacances d'été.

- L'armée israélienne continue de ravager la Bande de Gaza, avec des attaques aériennes, terrestres et maritimes, y compris des bombardements de maisons, d'hôpitaux, d'écoles et d'abris sans avertissement, tuant et blessant des milliers de civils sans défense et anéantissant les infrastructures vitales, perpétuant ainsi le crime de génocide contre les Palestiniens de Gaza. La population est forcée de se déplacer, mais n'a plus nulle part où aller. Les familles qui avaient rejoint la zone de Al-Mawasi, sur ordre de l'armée israélienne, ont été bombardées, encore des dizaines de victimes.

Plus de 38 000 personnes ont été tuées à Gaza sous plus de 70 000 tonnes de bombes en 9 mois, chiffre qui ne comprend que les morts répertoriés dans les hôpitaux. La plus grande partie de la population a été déplacée de force plusieurs fois. Le siège imposé par Israël rend l'acheminement d'aide alimentaire impossible et crée une situation de famine, sur laquelle nous alertent les experts de l'ONU, une famine organisée dès le départ par les autorités israéliennes avec une intention génocidaire clairement affirmée.

Les infrastructures d'eau et d'assainissement ont été détruites, le sol, l'eau et l'air ont été gravement pollués et les écosystèmes ont été irrémédiablement endommagés. La plupart des zones agricoles qui nourrissaient la population sous embargo depuis 17 ans ont été détruites.

- En Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, la situation continue à se dégrader. Israël a annexé officiellement plus de 23,7 km² de terres depuis le début de l'année. La violence se déchaîne aussi et plus de 500 Palestiniens et Palestiniennes ont été tués depuis octobre par des tirs de colons ou de soldats. A la demande du ministre extrémiste des finances, Bezalel Smotrich, cinq avant-postes ont été « légalisés » en Cisjordanie et des appels d'offres ont été approuvés pour la construction de milliers de logements dans les colonies. La population est soumise aux attaques et au harcèlement de l'armée et des colons, elle vit dans un quasi-état de siège. A Jérusalem, depuis le 7 octobre, le gouvernement israélien et la municipalité de Jérusalem exploitent la guerre à Gaza pour intensifier leurs politiques d'expansion des colonies, de démolition de maisons, d'isolement de Jérusalem. Les arrestations, détentions arbitraires et tortures atroces se multiplient partout en Palestine.

Le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens exige :

- **Un cessez-le-feu immédiat et pérenne à Gaza, le retrait de l'armée israélienne et l'ouverture immédiate de tous les points de passage à l'aide humanitaire.**
- **La fin de l'occupation, de la colonisation et de la politique d'apartheid,**
- **Un embargo sur toutes les livraisons d'armes, de munitions et de composants militaires à destination d'Israël. La France, quelle que soit son gouvernement après le 20 juillet, se doit d'exiger un tel embargo et de cesser toute coopération avec l'État d'Israël**
- **Un soutien matériel et politique à l'UNWRA, soumis à des attaques honteuses d'Israël alors qu'elle joue un rôle irremplaçable auprès des réfugiés palestiniens et de toute la population de Gaza,**
- **Des sanctions diplomatiques contre l'État d'Israël,**
- **La suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.**

Face au génocide en cours, dont le caractère « plausible », a été pointé par la Cour Internationale de Justice depuis près de 6 mois, les États, dont la France, ont l'obligation d'agir. Il faut mettre fin à l'impunité d'Israël.

Devant le déni d'humanité que constitue la situation actuelle, nous appelons à renforcer notre mobilisation, et interpellons les autorités politiques de notre pays. Ne relâchons pas notre solidarité avec le peuple palestinien pour ses droits imprescriptibles.

C'est avec cette volonté, c'est avec ces exigences, que nous appelons à faire du 20 juillet une grande journée de mobilisations partout en France en soutien au peuple palestinien !

Le 18 juillet 2024